



### CONGO/BANQUE MONDIALE

# Un financement additionnel de plus de sept milliards FCFA



La ministre et le vice-président de la Banque mondiale pendant la signature des deux accords Adiac

Le vice-président de la Banque mondiale, Ousmane Diagana, a conclu le 30 mars, avec le gouvernement congolais, deux accords de financement additionnel de 7,6 milliards FCFA destinés à renforcer le système statistique national, pour le premier, et lutter contre la pandémie de covid-19, pour le second.

Ces accords s'inscrivent dans le cadre de l'augmentation envisagée du portefeuille de cette institution financière internationale pour le Congo, a déclaré la ministre de l'Économie, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Page 3

### ADMINISTRATION

## Vers la modernisation de la fonction publique congolaise

Au terme d'un atelier organisé à Brazzaville, les experts viennent d'adopter les documents contenant les principes directeurs de la gestion automatisée des carrières des agents civils de l'Etat et de la masse salariale. Ces orientations relèvent du projet des réformes intégrées du secteur public. « L'objectif de ces innovations est de renforcer la gestion de l'administra-

tion publique sur la mise en place et l'implémentation de deux outils stratégiques et opérationnels, à savoir le système intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat et le registre des agents civils de l'Etat », a indiqué le directeur de cabinet du ministre de la Fonction publique, Christian Aboké-Ndza.

Page 8

### COOPERATION

## La commission mixte Congo-Russie prévue pour septembre

Le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso, a annoncé la tenue de la grande commission mixte de coopération Congo-Russie pour septembre prochain, à l'issue d'une séance de travail, le 30 mars par visioconférence, avec son homologue russe, Pavel Sorokin. Les deux personnalités ont évoqué également le projet de construction de l'oléoduc Pointe-Noire-Loutété-Maloukou dont les travaux seront exécutés par l'entreprise russe Prometey.

Page 16



Le ministre congolais et les représentants du gouvernement russe après la visioconférence DR

### CINÉMA

## Un documentaire sublime les femmes de science africaines

Le documentaire « Femmes et science en Afrique : une révolution silencieuse » met en valeur les talents des scientifiques africaines. Réalisé par Kate Thompson-Gorry, il a été projeté le 30 mars à l'Institut français du Congo de Brazzaville.

Trois éminentes femmes de sciences sont mises en exergue dans ce film produit par Michel Welterlin. Il s'agit de Francine Ntoumi, professeure de biologie moléculaire de la République du Congo; Tebel-



lo Nyokong, professeure de chimie d'Afrique du Sud; et de l'astrophysicienne Zara Randriamanakoto de Madagascar.

Page 16

### EDITORIAL

## Calvaire

Page 2

## ÉDITORIAL

## Calvaire !

C'est le moins que l'on puisse dire des souffrances qu'endure la population vivant dans les deux principales villes du pays confrontées à des insuffisances en matière d'approvisionnement en eau potable comme en électricité.

Les pénuries d'eau exaspèrent les consommateurs souvent contraints au paiement des factures, même lorsque les robinets sont à sec des semaines voire des mois durant ! Quant à l'électricité, malgré les réformes engagées ces dernières années, les mêmes causes produisant les mêmes effets, les coupures intempestives et les délestages sont toujours subis au quotidien par les usagers.

A l'origine des maladies hydriques dans les foyers qui recourent aux forages et aux puits bien souvent mal entretenus, la carence en eau demeure un véritable danger qui appelle, comme cela a été plaidé lors du neuvième Forum mondial sur l'eau qui vient de se tenir à Dakar, au Sénégal, à une véritable prise de conscience de la part des gouvernants pour garantir et préserver les vies humaines.

Si l'eau et l'électricité viennent à manquer, les conséquences pèsent invariablement sur les ménages car elles sont source d'insécurité et ralentissent inévitablement l'activité économique.

Espérons que le Projet eau, électricité et développement urbain, cofinancé par le gouvernement et la Banque mondiale pour faciliter un accès durable dans les zones confrontées aux coupures électriques et à la pénurie d'eau potable permettra, à terme, de résoudre cette problématique dans l'intérêt de tous.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

## Les jeunes de Boundji appelés à se faire enrôler

La Confédération de la jeunesse de Boundji a invité récemment les jeunes de cette sous-préfecture du département de la Cuvette à se faire inscrire sur les listes électorales en vue du double scrutin de juillet prochain.



Le présidium des travaux/DR

Cadre de communication et de conscientisation, la Confédération de la jeunesse de Boundji vient de tenir son assemblée générale constitutive qui a porté Marko Obea-Makongo à la tête de la commission ad hoc.

S'agissant des élections législatives et locales de juillet 2022, le président a attiré l'attention des participants qui sont des votants pour faire un choix qualitatif du fait que les futurs élus soient ceux qui feront des bilans à la fin de leur mandat.

« Pour exercer notre pouvoir de souverain primaire, inscrivons-nous massivement sur les listes électorales car le moment de corriger et d'être attentif est tout indiqué. On doit rompre avec l'imposition des candidats, le détournement des résultats des urnes par corruption, par l'achat des consciences et le trafic d'influence », a rappe-

lé Marko Obea-Makongo. Insistant sur les élections législatives et locales à venir, il a rappelé que la jeunesse de Boundji se sent marginalisée, selon un sondage. Cette jeunesse revendique, a-t-il dit, l'emploi, notamment le recrutement à la fonction publique, à l'armée, à la police nationale, dans les sociétés paraétatiques et privées. Dénonçant le recul constaté au sein de la population, ce regroupement regrette les valeurs perdues par Boundji dont il faut redorer le blason.

« La jeunesse de Boundji exige du conseiller départemental, Faustin Etémalé Ngodzé, le maintien de sa candidature aux élections législatives de 2022 et lui rassure de son soutien. En outre, elle sollicite humblement, mais fermement, des autorités et responsables qui ont la compétence décisionnaire d'en prendre acte, car elle prend date »,

souligne le communiqué final de l'assemblée générale tenue à Boundji.

En effet, la Confédération de la jeunesse de Boundji qui regroupe les jeunes issus des trente-trois villages du district et des six quartiers de la communauté urbaine a pris l'engagement de les conscientiser sur les comportements déviants. D'où l'appel lancé à l'endroit des cadres de Boundji pour sortir les jeunes désœuvrés de l'oisiveté. « La Confédération de la jeunesse de Boundji demande à la population de faire renaître leur espoir en ce mouvement, à tous ceux qui aiment et croient au rayonnement de la localité de se rallier à ce regroupement des jeunes. Le but étant de dynamiser les intérêts communs de la population de Boundji en particulier et celle du Congo en général », conclut le communiqué.

*Parfait Wilfried Douniama*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## COOPÉRATION

# La Banque mondiale accorde un financement supplémentaire au Congo

Deux accords de financement de treize millions de dollars (7,6 milliards FCFA) ont été signés, le 30 mars à Brazzaville, par la ministre de l'Économie, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, et le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Ousmane Diagana. Le premier accord de dix millions de dollars est destiné au renforcement du système statistique national et le second, de trois millions de dollars, est affecté à la lutte contre la pandémie de covid-19.

La signature des deux accords de financement additionnel en faveur de la République du Congo constitue l'un des temps forts de la visite à Brazzaville du vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre. Elle illustre, à tout point de vue, le degré de coopération entre le gouvernement congolais et l'institution financière internationale.

L'enveloppe de dix millions de dollars, représentant environ 5,8 milliards FCFA, est accordée dans le cadre du Projet de renforcement des capacités en statistique (PSTAT), un projet cofinancé par l'État congolais et la Banque mondiale. D'après le vice-président de la banque, Ousmane Diagana, ce prêt va contribuer à satisfaire la demande de données statistiques de qualité, à renforcer le système statistique national, dont l'Institut national de la statistique (INS) est l'organe central.

« À travers le PSTAT, la Banque mondiale va également contribuer au financement des activités du cinquième Recensement général de la population et de l'habitation en cours, au financement de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages, ainsi qu'à l'appui du programme de bourse pour les étudiants congolais dans les écoles de formation en statistique », a-t-il in-



diqué.

La première phase du financement du PSTAT, d'un montant de trente-trois millions de dollars, a permis de renforcer les capacités des cadres et agents du secteur de la statistique. Elle a aussi permis, à en croire les deux parties, l'amélioration de la production et de la diffusion des

données statistiques en l'occurrence, la réalisation de la cartographie de recensement de la population en 2020, la mise en œuvre du premier recensement général des entreprises du Congo, dont les résultats sont déjà connus, et la construction d'un complexe immobilier pour abriter le siège de l'INS et du Centre

L'échange des parapheurs/Adiac d'application de la statistique et de la planification.

### « Un partenaire à l'écoute de nos priorités »

Pour la ministre de l'Économie, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, ces deux accords traduisent l'excellence des relations avec l'ins-

titution de Bretton Woods, car le portefeuille de la Banque mondiale va aller densifiant grâce au Plan national de développement (PND) 2022-2026. Le gouvernement s'est engagé à remplir toutes les conditions pour que le Congo soit éligible à tous les guichets de la banque. La délégation congolaise est attendue à Washington, au siège de la Banque mondiale, pour les négociations sur le financement en faveur du PND 2022-2026. « Le vice-président est conforté dans l'idée selon laquelle le Congo est bien en marche vers son développement. La Banque mondiale va nous accompagner et nous pouvons reconnaître que nous avons un partenaire qui est à l'écoute de nos priorités. Cela s'est traduit lors des séances de travail que le vice-président a eues avec l'ensemble des ministres concernés par le portefeuille de la banque », a assuré Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Un même discours rassurant du côté du ministre de la Santé, Gilbert Mokoki, qui a salué l'engagement de la Banque mondiale à soutenir le programme national de lutte contre le coronavirus, à travers le Projet de riposte d'urgence contre la covid-19. Celui-ci repose sur la campagne de dépistage et la communication à travers la sensibilisation via différents canaux.

Fiacre Kombo

## SECTEUR PRIVÉ

## Renforcer le rôle de la Chambre de commerce de Brazzaville

Les syndicats patronaux ont plaidé pour la création de la maison d'entreprise logée au sein de la Chambre de Brazzaville. Au cours d'une rencontre, le 28 mars, avec le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Ousmane Diagana, le patronat a également sollicité un financement direct de l'institution financière internationale.

La Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Brazzaville doit pouvoir jouer son véritable rôle de maison des entrepreneurs, y associant la fonction d'enregistrement des entreprises, a insisté son président, Paul Obambi. Il s'agit de la maison d'entreprise pour laquelle, d'après le président de la Chambre de commerce, l'État ne peut qu'intervenir en tant que régulateur et non en tant qu'acteur.

« Seul un entrepreneur rompu, ayant vécu l'expérience de la gestion d'entreprise, peut être capable d'orienter les jeunes entrepreneurs(...) Mais tout cela doit se faire dans une symbiose nationale, avec une harmonisation de nos relations en termes d'entrepreneuriat avec les pouvoirs publics. Il ne faudrait pas que le gouvernement continue de parler du secteur privé en dehors d'entre-



preneurs », a laissé entendre Paul Obambi.

En mission de travail dans la capitale congolaise, le vice-pré-

sident de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre a échangé avec les syndicats patronaux et opérateurs

économiques locaux sur les défis du secteur privé congolais. Ousmane Diagana a voulu être à l'écoute du secteur privé,

pour recueillir ses demandes en matière d'accès au financement, de l'environnement des affaires et du dialogue avec les pouvoirs publics.

« L'engagement de la Banque mondiale est de soutenir le secteur privé congolais, à travers divers projets qu'elle finance avec le gouvernement. Nous sommes rassurés parce que cette institution financière internationale, par le biais de sa branche la Société financière internationale, spécialisée dans l'accompagnement du secteur privé, va soutenir les opérateurs économiques congolais », a estimé le président de la Chambre de commerce de Brazzaville.

Il a réitéré la demande du secteur privé au sujet de l'indemnisation par le gouvernement congolais des opérateurs économiques impactés par la pandémie et le paiement de la dette intérieure commerciale.

F.K.

## PROJET CAB

## Le budget 2022 arrêté à plus de douze milliards FCFA

Le comité de pilotage du projet de déploiement de la fibre optique en Afrique centrale, dénommé Central Africa Backbone (CAB), a adopté, le 31 mars à Brazzaville, son budget exercice 2022 à la somme de 12 266 515 860 FCFA.

Le budget retenu permettra, entre autres, la finalisation des travaux d'interconnexion en fibre-optique du Congo et de la République centrafricaine (RCA), l'audit technique et environnemental des infrastructures des réseaux fibre-optique sur l'axe terrestre pour l'interconnexion Congo-Cameroun et Congo- RCA sur l'axe fluvial ; la construction et l'opérationnalisation d'un Datacenter national, etc.

Outre l'adoption du budget, le rapport d'activité du projet CAB pour l'année 2022, le plan de travail 2021 ainsi que le plan de passations de marchés ont également été adoptés à cette occasion. Selon Franck Siolo, directeur de cabinet du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, le plan de travail annuel pour l'année 2022 s'inscrit dans la continuité des activités engagées en 2021 qui seront finalisées. Pour lui, l'adoption desdits documents prouve à suffisance qu'un examen minutieux a été fait. A cet effet, il va falloir assurer leur bon suivi en vue de la réussite du projet.

« Cette rencontre s'est consacrée essentiellement à l'adop-



Franck Siolo entouré des membres du comité de pilotage du projet Cab/DR

tion des documents de base du projet. Les différentes activités réalisées en 2021 nous ont été présentées et nous pouvons retenir la construction du réseau interconnexion fibre-optique entre le Congo et le Cameroun complètement achevé et qui n'attend que sa réception par le gouvernement. Aussi, le début des travaux d'interconnexion en fibre-optique du Congo et de la RCA ainsi que le processus

pour la construction du Datacenter national déjà amorcé mais qui se poursuivront en 2022 », a-t-il indiqué

Le coordonnateur du projet CAB, Michel Ngakala, quant à lui, a assuré la finalisation et la poursuite de plusieurs activités déjà entamées ayant connu des perturbations du fait de la pandémie de covid-19. « L'exécution du projet a connu plusieurs difficultés pratiquement liées à la crise de

covid-19, ce qui a causé du retard sur la livraison du matériel, dans le retour de certaines consultations... Aujourd'hui, notre taux de décaissement est plus faible que prévu mais nous avons bonne foi que pour cette année 2022, les choses vont s'améliorer pour qu'il n'y ait plus de blocage dans le déroulement du projet. Nous sommes sûrs de finaliser tout ce que nous avons déjà commencé », a-t-il déclaré.

Et d'ajouter : « Les travaux de réseau de fibre optique entre le Congo et le Cameroun sont achevés depuis juin 2021 et d'ici peu, nous allons pouvoir faire la réception de l'ouvrage construit par nos partenaires. Pour ce qui est du contrat de la construction du Datacenter national, il n'a pas encore été signé. Selon l'étude faite, la construction de cette infrastructure devait se faire en une année mais avec le retard cumulé, nous allons certainement demander une prorogation pour finaliser la construction dudit Datacenter »

Notons que le projet CAB a pour but de contribuer à la diversification de l'économie congolaise grâce à l'augmentation sensible des recettes fiscales et la réduction considérable du coût des transactions économiques et sociales ; le désenclavement numériquement les zones rurales couplé avec l'intégration régionale par l'entremise d'infrastructures à fibre optique d'accès aux pays limitrophes (Cameroun et RCA) et enfin créer des opportunités d'emploi pour les jeunes.

**Gloria Imelda Lossele**

## AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute le personnel ci-après pour son programme :

## Risk and Compliance Manager.

Les dossiers de candidature comportant :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
- Une lettre de motivation adressée au Représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

Doivent parvenir au plus tard le 4 avril 2022 à l'adresse email suivante : [CG\\_HR@crs.org](mailto:CG_HR@crs.org) avec comme objet du message : « Risk and Compliance Manager. » ou encore par le biais de l'ACPE.

La description de poste est également disponible sur le site [www.emploi.cg](http://www.emploi.cg)

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

## Roles and Key Responsibilities:

- Collaborate with audit, risk and compliance leads in HQ and the regional level and CP leadership on implementing and strengthening internal control systems and continuous process performance improvement.
- Anticipate and identify risk issues and challenges and the most appropriate solutions to address them.
- Support implementation of sub-recipient financial management policy (SRFMP)
- In collaboration with CP management, plan and perform internal audits, control reviews and compliance assessments. Analyze results and provide recommendations.
- In collaboration with CP management, programming, and/or operation leads, design and facilitate relevant risk training sessions and contribute to relevant components of institutional capacity strengthening plans for CRS and partners.
- Serve as liaison and support external audits. Coordinate action plans to close out audit findings.

## Basic Qualifications

- Bachelor's degree required. Master's Degree in Accounting, Business Administration or other relevant field preferred. Accounting or audit certification highly preferred.
- Lean/Six Sigma Green Belt or Project Management Professional certifications preferred.
- Minimum of 5 years work experience, ideally with an international organization, with progressive responsibility in operations and/or programming. At least 3 of these years entailing audit, compliance or risk management experience
- Knowledge of audit standards and compliance regulations; knowledge of COSO's Internal Control Framework or The Institute of Internal Audit's International Standards for the Professional Practice of Internal Auditing

**Required Languages** - French and English Fluency required  
Les candidatures féminines sont vivement encouragées

## AVIS DE RECRUTEMENT

## Ambassade du Brésil à Brazzaville

Sélection de candidats pour le recrutement d'un (01) Auxiliaire d'Appui, niveau fondamental et connaissance de la langue portugaise, aux activités de la chancellerie. Pour plus d'informations, veuillez vous adresser à l'Ambassade du Brésil.

Avenue Amilcar Cabral, N°76, Tours Jumelles, 3ème étage, bureau n° 304.  
ATTENTION: Présentation de Curriculum-Vitae jusqu'au 5 avril 2022, de 09h à 14h.

## AMÉNAGEMENT URBAIN

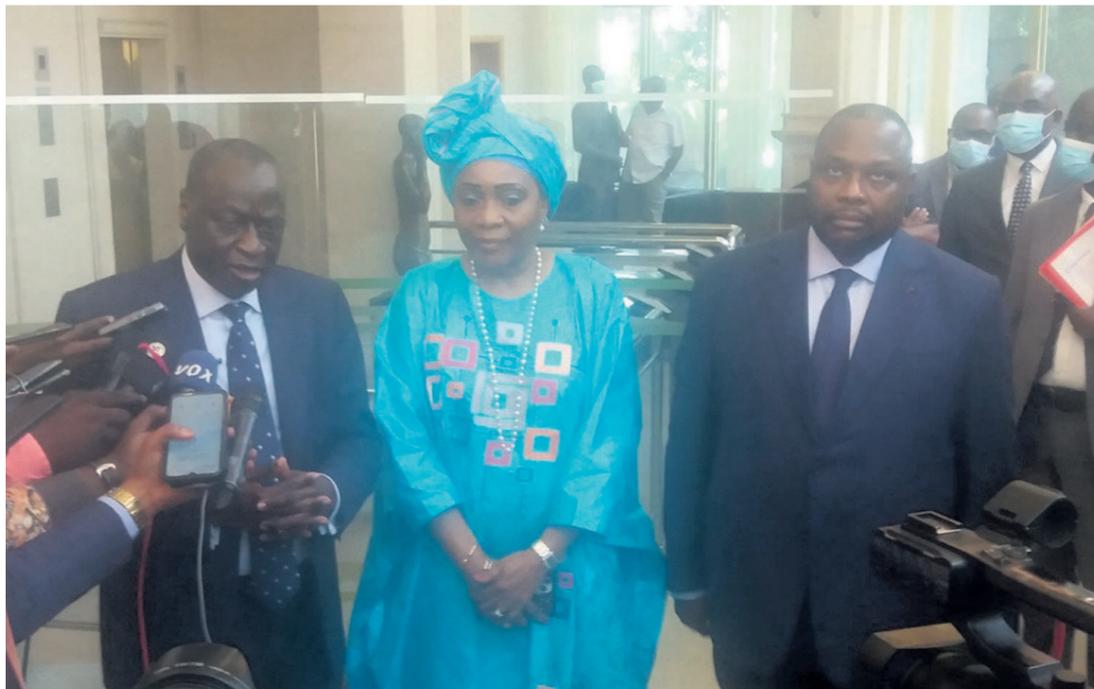
## Le projet DurQuap sera renouvelé

Le projet de Développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (DurQuap), pour lequel la première phase touchera à sa fin en juin prochain, et dont les résultats sont bien appréciés par la population, sera renouvelé à la demande du gouvernement. Le ministre de l'Aménagement du territoire, Jean-Jacques Bouya, et le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique centrale et de l'ouest, Ousmane Diagana, ont convenu, le 30 mars à Brazzaville, sur sa reconduction immédiate.

Le DurQuap est un projet de restructuration des quartiers précaires cogéré par le gouvernement et la Banque mondiale. Il est financé par un prêt de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement à hauteur de 44,304 milliards F CFA. Le projet a été mis en vigueur depuis le 7 avril 2017 et devait se clôturer le 18 mai 2018. Il a connu une extension depuis le 19 mai 2021 pour être clôturé le 30 juin prochain.

Le DurQuap a pour objectif d'améliorer l'accès aux infrastructures et service de base pour la population vivant dans les quartiers précaires bien ciblés à Brazzaville et Pointe-Noire.

Dans sa première phase, réalisée en trois compo-



Le vice-président de la Banque mondiale répondant aux préoccupations de la presse à l'issue de la séance de travail 'Adiac'

santes dans ces deux agglomérations, le projet a donné des résultats probants. S'agissant de l'aménagement des quartiers pauvres, le travail s'est

fait avec méthode au point d'être apprécié par tous.

A Brazzaville, les quartiers Sukisa à Ouenzé et Moukondzi Ngouaka à Makélé-kélé ont été restructurés,

bénéficiant de 5 km de voiries aménagées par pavage ainsi que la réhabilitation du marché Sukisa de 720 places. Cinq autres voiries complémentaires sont en

cours de réalisation pour étendre le réseau à 10 km. A Pointe-Noire, par contre, ce sont les quartiers Tchiniambi à Loandjili et Mboukou dans la commune de Tié-Tié qui ont été restructurés et aménagés.

Pour le ministre de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier, Jean-Jacques Bouya, la première phase du projet a eu un impact significatif auprès de la population. Il a ainsi plaidé auprès du vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique centrale et de l'ouest pour que sa deuxième phase soit actée afin que d'autres projets d'intérêt commun soient exécutés.

Firmin Oyé

## MARCHÉ FINANCIER

## Le Gabon dévoile sa stratégie annuelle à Brazzaville

Une délégation des experts financiers conduite par Fernand Ngoussi Mayanga, directeur général de la dette du Gabon, a échangé le 29 mars avec les représentants des banques commerciales et les investisseurs congolais. La rencontre visait à promouvoir les titres publics du trésor pour l'exercice 2022 de l'État gabonais.



La rencontre avec les investisseurs congolais, d'après Fernand Ngoussi Mayanga, avait pour but de prendre contact avec les spécialistes en valeurs du trésor (SVT) que sont les banquiers, ainsi que les investisseurs, pour leur dire que pour cette année le Gabon est encore présent sur le marché. Il s'agit également d'élargir la base d'investisseurs et garantir ainsi le succès des émissions du pays tout au long de l'année en cours.

« Nous sommes présents aux BTA (Bons du trésor assimilables) pour 486 milliards de francs CFA et aux OTA (Obligations du trésor assimilables) pour 250 milliards de francs CFA. La délégation

est à Brazzaville pour donner cette information et appeler le maximum de souscripteurs à acquérir nos titres », a indiqué le chef de la délégation des experts financiers.

Il a, par ailleurs, expliqué les formalités des souscriptions aux titres publics garanties par la Banque centrale qui peut débiter d'office les comptes en vue de rembourser les prêteurs. La mobilisation de ces ressources d'un montant global de 786 milliards de FCFA est prévue dans la loi de finances 2022 du pays, a expliqué Puscas Ebrard Mbongo Mickoto, directeur adjoint de la stratégie de la dette. Celle-ci passe par les BTA d'une maturité de treize semaines, vingt-six semaines et cinquante-deux semaines,



entièrement dédiés à la gestion active de la trésorerie, tandis que les OTA sont répartis en OTA de trois ans à 5,50% pour la période 2022-2025 et OTA de cinq ans à 6,25% pour la 2022-2027.

Il faut rappeler que la République du Congo est l'un des trois pays qui dominent le marché des titres du Gabon depuis au moins deux ans. Par exemple, l'analyse de la courbe de taux de rendement à fin décembre 2021 présente une tendance haussière pour le Congo sur un horizon de trois mois à dix ans, sur l'ensemble des maturités, c'est-à-dire des échéances de remboursement. « Au-delà de trois ans, on constate que le rendement est relativement stable

pour le Cameroun et le Congo », a précisé Puscas Ebrard Mbongo Mickoto. D'après le tableau de bord présenté par la délégation gabonaise, la plupart des banques commerciales basées au Congo participent aux opérations de levée de fonds menées par le trésor gabonais. La même source précise que le montant total servi au Trésor public gabonais, au cours de l'année 2021, provient principalement des SVT : Ecobank Cameroun (17.50%), UBA Cameroun (14.82%), Afriland First Bank Cameroun (13.26%), Crédit du Congo (11%), Standard Chartered Bank Cameroon (8.13%), Bgfibank Gabon (6.28%) et Ecobank Gabon (6.40%).

## GOUVERNANCE FORESTIÈRE

# La société civile s'imprègne de l'initiative Cafï

Les experts des organisations de la société civile (OSC) se sont réunis, le 30 mars à Brazzaville, afin d'échanger et d'analyser les jalons prioritaires de la lettre de l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (Cafï) ainsi que le programme de réduction des émissions (Erpa).

Initié par l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) en partenariat avec la Rencontre pour la paix et les droits de l'homme (RPDH), l'atelier visait, entre autres, à identifier les jalons prioritaires de la loi Cafï dont la lettre d'intention avait été signée en septembre 2019 et analyser l'Erpa; identifier les points saillants de ladite loi sur lesquels la société civile va se focaliser; identifier les points de l'Erpa qui peuvent être problématiques pour la société civile; identifier les actions et chantiers potentiels pour la société civile et enfin jeter les bases pour l'élaboration d'une note de position sur l'Erpa.

À travers cette séance de travail, il s'agissait pour ces acteurs de la société civile de comprendre les défis et enjeux liés à la mise en œuvre de la loi Cafï et de l'Erpa afin de déterminer sa stratégie d'engagement dans ces deux processus. Aussi, recueillir les commentaires, préoccupations et perspectives en lien avec les deux processus. « Nous nous sommes réunis pour échanger avec les OSC autour de l'identification des priorités qui doivent fonder



notre action en matière de suivi de la lettre d'intention du Cafï et également en ce qui concerne l'idée même de notre contribution s'agissant de l'accord que la Banque mondiale a signé avec le Congo dans le cadre de l'Erpa. Nous avons estimé qu'il est vraiment utile de pouvoir identifier l'ensemble des points les plus importants de la lettre d'intention de Cafï sur lesquels nous devons nous focaliser en

tant qu'OSC », a indiqué Christian Mounzé, responsable du RPDH. Selon lui, l'identification des jalons prioritaires de la lettre Cafï et des problèmes au niveau de l'Erpa permettra aux OSC de se positionner dans les jours à venir sur ledit programme. « Nous avons l'intention de publier une note de position sur l'Erpa. Une fois validée, elle nous permettra de mener notre plaidoyer en ce qui concerne nos préoccupations

Les experts des OSC en atelier/Adiac sur ce mécanisme. ... Pour ça, Il nous faut identifier les points les plus importants de l'Erpa qui peuvent être des sujets de préoccupations pour la société civile et envisager des actions palliatives permettant de répondre à cette problématique », a-t-il fait savoir. A en croire Christian Mounzé, une fois ces jalons identifiés, la société civile pourra établir son plan de plaidoyer et sa planification sur les actions qu'elle envisage

mener en rapport avec les jalons de cette loi. « Nous allons suivre les jalons qui nous concernent prioritairement et qui ont des relations avec le partage des bénéfices, les questions de gouvernance, les droits des communautés locales et de la population autochtone. Le travail de plaidoyer que nous menons, c'est pour essayer de s'assurer que les communautés locales et la population autochtone qui vivent de la forêt bénéficient au maximum des dividendes des résultats qui sont liés à l'exploitation de cette forêt », a-t-il précisé.

A son tour, Nina Cynthia Kiyindou, chargée du programme ressources naturelles et droits des communautés forestières de l'OCDH, a signifié que la contribution de son organisation est d'assurer la synergie entre acteurs OSC en vue de réfléchir aux défis et enjeux liés à la gouvernance forestière, climatique et foncière. Notons que l'objectif de la loi Cafï est de promouvoir l'économie verte par la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers.

Gloria Imelda Lossele

## INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE

# L'expérience du PDCE saluée par la Banque mondiale

L'institution financière internationale s'est engagée à appuyer le Congo dans l'encadrement des jeunes et leur autonomisation. Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Ousmane Diagana, a visité le 30 mars le Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage (Céfa) des métiers du bâtiment, froid et climatisation où sont placés les jeunes du Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE).

L'envoyé de la Banque mondiale s'est rendu sur le site du Céfa des métiers du bâtiment, froid et climatisation pour s'impré-

gnier de l'expérience du PDCE, un projet financé par la Banque mondiale à hauteur de 25 millions de dollars, dans le processus

d'autonomisation et d'insertion socio-professionnelle des jeunes à travers la formation.

Ce centre de formation

professionnelle est un projet d'une importance capitale, a estimé Ousmane Diagana, car le site met l'accent sur le métier du bâtiment en forte expansion. « Nous avons fait le tour et échangé avec les différents bénéficiaires de ce centre d'encadrement, qu'il s'agisse des métiers de maçonnerie, de l'électricité... J'ai été impressionné par le niveau de compétence des encadreurs et par l'engagement des bénéficiaires de la formation », a-t-il ajouté.

La contribution de la Banque mondiale dans l'exécution des Céfa a permis la formation d'environ 5200 jeunes vulnérables à Brazzaville et Pointe-Noire. Un nouveau programme d'insertion

socio-professionnelle des jeunes projette d'atteindre un nombre similaire de bénéficiaires. « Nos collègues qui sont sur place vont faire régulièrement une évaluation d'impact pour que les jeunes qui sortent des centres d'encadrement puissent trouver les moyens de s'insérer professionnellement, en décrochant du boulot », a insisté Ousmane Diagana.

À noter que l'appui des partenaires de la Banque mondiale s'inscrit dans le cadre du PDCE, ciblant dix mille jeunes de 17 à 30 ans à Brazzaville et Pointe-Noire. Le PDCE contribue au renforcement des compétences à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes vulnérables des deux grandes agglomérations du pays.

Fiacre Kombo



La délégation de la Banque mondiale observant les apprenants/DR

## UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

# Une plate-forme de tutorat envisagée dès la rentrée académique prochaine

La vice-présidente chargée des Affaires académiques à l'Université Marien-Ngouabi, le Pr Yolande Ofouémé-Berton, a annoncé la création de la plate-forme des tuteurs pour accompagner les étudiantes en difficulté.

L'objectif est de permettre aux tuteurs volontaires d'accompagner et de soutenir financièrement les étudiantes dans leur parcours universitaire jusqu'à leur intégration dans la vie professionnelle, a dit le Pr Yolande Ofouémé-Berton, ajoutant que la plate-forme sera opérationnelle au titre de l'année académique 2022-2023.

Le projet consiste à aider les jeunes étudiantes en provenance des différents départements du Congo à évoluer dans la vie estudiantine.

Les tuteurs deviendront une seconde famille pour elles et joueront le rôle de protecteurs contre le phénomène du harcèlement au sein des établissements universitaires. Ces tuteurs seront identifiés par une équipe, en collaboration avec la direction générale des Affaires sociales et des œuvres universitaires.

Par contre, l'identification des étudiants éligibles se fera à travers les réseaux sociaux, lors des réunions de sensibilisation, dans les cam-



Le Pr Yolande Ofouémé-Berton / Adiac

pus universitaires ainsi que dans la cité où elles vivent en groupe. Le critère de choix est en fonction de l'origine géographique de l'étudiante et bien d'autres, a-t-elle pré-

cisé. « Je compte sur la volonté des Congolais à pouvoir venir en aide à ces étudiantes. N'importe quel enseignant et enseignante peut s'engager à être tuteur d'une ou deux

étudiantes pour investir dans leur avenir à l'université », t-elle-déclaré.

Abordant la question du harcèlement sexuel au sein des établissements universitaires,

la vice-présidente a suscité l'étonnement des étudiantes par son témoignage d'avoir été victime de ces actes ignobles à l'université. Selon elle, le même phénomène a été répété lors de la publication de son étude réalisée sur le harcèlement en milieu universitaire où les résultats ont été catastrophiques. A cet effet, elle a exhorté les étudiantes à dénoncer les actes de violence dans toutes ses formes et les a assurées des mesures nécessaires prises par la loi « Maman Mouebara », sanctionnant les auteurs de violence faites aux femmes, adoptée par les deux chambres du Parlement.

En rappel, le Pr Yolande Ofouémé-Berton est le chef de département géographie à l'Université Marien-Ngouabi. Mariée très tôt, le foyer conjugal et les obstacles de la vie estudiantine ne l'ont pas empêchée à aller plus loin dans ses études. Elle est la première femme à occuper la fonction de chargée des Affaires académiques à l'Université Marien-Ngouabi.

Lydie Gisèle Oko

## ENERGIES RENOUVELABLES

## Opérationnaliser le Centre d'excellence d'Oyo au plus vite

« Nous sommes en train de finaliser le projet du Centre d'excellence d'Oyo en matière d'énergies renouvelables. Avec la ministre, nous avons passé en revue ce qui reste à faire. Elle a formulé des recommandations pour rendre le centre opérationnel au plus vite », a fait savoir le représentant au Congo de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), Raymond Tavares, au sortir d'un échange avec la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel, le 30 mars à Brazzaville. Dans la réalisation du projet du Centre d'excellence d'Oyo en énergies renouvelables, l'Onudi est l'un des partenaires impliqués au côté d'Eni-Congo. L'agence onusienne apporte un appui technique car le réseau mondial des centres d'énergies renouvelables géré dont elle a la charge est un programme qui, depuis 2012, a permis de créer dans différentes régions du monde huit centres, ayant la même vocation que celui d'Oyo.

En rappel, le 22 février dernier, l'atelier de restitution des documents de l'opérationnalisation du Centre d'excellence d'Oyo, en matière des énergies renouvelables, s'est tenu à Brazzaville, dans le but de peaufiner le cadre organisationnel et fonctionnel de la structure avant le lancement de ses activités. Le Centre d'excellence d'Oyo, qui est tourné vers la recherche appliquée, est nécessaire pour le développement des énergies renouvelables afin de diversifier la production de l'énergie et en favoriser l'accès à travers le pays.

Rominique Makaya



Le représentant de l'Onudi avec la ministre devant la presse / Adiac

## ADMINISTRATION

# Vers la modernisation de la fonction publique congolaise

Le rapport de cadrage de mise en place du Système intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat (Sigrhe) et le registre des agents civils de l'Etat ont été adoptés le 29 mars à Brazzaville, à l'issue de l'atelier clôturé par le directeur de cabinet du ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Christian Aboke-Ndza.

Les documents adoptés vont permettre la gestion automatisée des carrières des agents civils de l'Etat ainsi que la maîtrise des effectifs avec la masse salariale. Ils joueront également le rôle d'automatisation des pensions des retraités.

Le directeur de cabinet du ministre en charge de la Fonction publique, Christian Aboke-Ndza, a indiqué dans son allocution que ces instruments stratégiques participent à la modernisation de l'administration publique en se mettant au service du développement du pays. Le projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp), a-t-il dit, est financé par le Groupe de la Banque mondiale.

Le Congo met en œuvre des réformes transversales visant non seulement l'amélioration



de la gestion des ressources publiques mais aussi la redevabilité. « L'objectif est de renforcer la gestion de l'administration publique par la mise en place et l'implémentation de deux outils stratégiques et opérationnels importants : le Sigrhe et le registre des agents civils de l'Etat », a-t-il déclaré.

Le directeur des opérations internationales, expert de la société Simac, Ethmane Hamam Fall, a défini dans sa présentation les objectifs du projet ainsi que les difficultés que rencontre l'administration congolaise en matière de gestion des ressources humaines. L'objectif du projet Sigrhe

est d'identifier, d'analyser et d'évaluer la gestion de l'administration publique. Il a énuméré quelques obstacles tels que le manque de maîtrise des statistiques du personnel, le manque de concordance des fichiers, la lenteur du traitement des dossiers ainsi que de gestion et bien d'autres.

Ethmane Hamam Fall a émis le souhait de la mise en place d'une équipe de gestion pour le projet à cette occasion, ajoutant que les projets connaissent des risques.

Le chef de mission registre, Tarek Bevoir, de son côté, est intervenu sur l'hébergement du projet. Selon lui, logé le site nécessite une bonne organisation et une bonne gestion de risque.

Rappelons que la Banque mondiale a accordé un prêt de 40 millions de dollars au gouvernement de la République du Congo afin de l'accompagner dans ses efforts de relever les défis de gouvernance. Ce prêt qui couvre la période 2017 à 2022 est destiné à supporter les charges du projet des réformes intégrées du secteur public.

*Lydie Gisèle Oko*



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### ENI CONGO COLLABORE AVEC LES POUVOIRS PUBLICS DANS LA LUTTE CONTRE LA RÉSURGENCE DE LA ROUGEOLE

Loango (Congo), le 31 mars 2022 - Eni Congo a commencé la distribution de médicaments et à former du personnel soignant du département du Kouilou, se joignant ainsi aux initiatives des autorités locales face à la résurgence d'une épidémie de rougeole dans cette contrée, ceci pour compléter les actions déjà entreprises avec le département de Pointe-Noire pour le même objet il y a quelques jours de cela.

L'action de Eni Congo pour apporter son soutien aux autorités sanitaires se manifeste par la dotation en médicaments contre la rougeole, la distribution de médicaments en tout genre pour les structures sanitaires périphériques, la formation du personnel sanitaire et finalement l'appui à la sensibilisation à travers les dialogues communautaires.

Les fournitures ont été réceptionnées par une délégation conduite par le Dr Chantal Portela, directrice départementale de la Santé du Kouilou.

Mirko Araldi, le directeur général de Eni Congo a commenté : « Supporter les communautés locales fait partie de notre culture et de notre mission. C'est pourquoi, face à cette urgence sanitaire, nous ne pouvons pas rester impassibles, car la santé et la sécurité des personnes est au cœur de nos priorités ».

Depuis la fin de l'année passée, les départements de Pointe-Noire et du Kouilou enregistrent une augmentation des cas de rougeole, notamment dans la population la plus jeune. Le nombre de cas enregistrés au 22 février 2022 dans le département de Pointe-Noire serait de 3 910 avec 105 décès. Dans le département du Kouilou, limitrophe, le nombre de cas suspects confirmés était de 93 au 17 mars 2022.

La rougeole est une maladie très contagieuse et grave, elle demeure l'une des principales causes de décès chez les jeunes enfants. La plupart des décès sont dus aux complications les plus graves. Aucun traitement antiviral spécifique n'existe, mais un vaccin sûr et efficace est disponible.

Eni Congo soutient déjà le département du Kouilou à travers le Projet intégré de Hinda, qui concerne aussi le secteur santé, à travers la réhabilitation ou la construction des Centres de santé intégrés, la dotation d'équipement, d'ambulances et de médicaments.

Contacts de l'entreprise :

Communication Externe de Eni Congo

Tel : 05-314-01-65 / 05-800-61-10

Email : Communication.Externe.enicongo@eni.com

## PRIX DES CINQ CONTINENTS DE LA FRANCOPHONIE

## Karim Kattan lauréat 2021

Depuis le 16 décembre de l'année dernière, la délibération du jury international du Prix des cinq continents avait désigné l'écrivain palestinien, Karim Kattan, lauréat 2021, pour son premier roman «Le palais des deux collines» (Elyzad, 2021). Une mention spéciale avait été décernée à Miguel Bonnefoy pour son roman «Héritage» (Rivages, 2020).

Sur invitation de Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de la Francophonie, pour cette 20<sup>e</sup> édition, la cérémonie de remise du prix s'est déroulée finalement au siège parisien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), salle Senghor, dans la matinée du 31 mars en présentiel et sur les réseaux sociaux, alors qu'elle était initialement prévue le 20 mars à Dubaï, aux Émirats arabes unis, en marge de la Journée internationale de la Francophonie.

En présence de la secrétaire générale de l'OIF, la cérémonie, digne des festivités d'un vingtième anniversaire, a connu des instants d'évocation, entre bilan et perspectives. Un vibrant hommage a été rendu à l'académicien René de Obadia, 1918-2022, ancien membre du jury du Prix des cinq continents, décédé cette année.

Paru en janvier chez l'éditeur tunisien Elyzad, «Le palais des deux collines» raconte le parcours de Faysal, un trentenaire qui retourne à Jabalayn, son village natal, en Palestine. Ce villageois, issu d'une famille bourgeoise décimée, vit dans le palais des deux collines où ressurgissent le fantôme de sa



Myriam Senghor encadré par l'écrivain palestinien Karim Kattan et Miguel Bonnefoy /Crédit photo Marie Alfred Ngoma

grand-mère, les secrets de ses proches ainsi que son propre passé. Alors que le pays est envahi par les colons israéliens, Faysal reste enfermé chez lui, perdant peu à peu le sens de la réalité.

Le jury international, présidé par Paula Jacques, a été séduit par «la langue poétique et un

art du récit mêlant dérision, humour et colère contenue, d'une grande originalité.» En parallèle, il a décerné une mention spéciale à Miguel Bonnefoy pour son roman «Héritage», publié en août 2020 aux éditions Rivages. La saga familiale, également honorée du prix des libraires 2021, met en scène plu-

sieurs générations de Lonsonier installées au Chili au cours du XX<sup>e</sup> siècle. «C'est un récit qui ne fait jamais concession des horreurs de la période qu'il décrit, mais réussit à transcender l'absurdité de la violence à travers le parcours de ses personnages. Magnifique écriture mêlant à la fois le

réel et le fantastique», estime le jury.

Créé en 2001 sous l'égide de l'OIF, le prix est doté d'un montant de 15 000 euros pour le lauréat et de 5 000 euros pour la mention spéciale. La récompense met en lumière «des talents littéraires reflétant l'expression de la diversité culturelle et éditoriale en langue française sur les cinq continents.»

Lors de la cérémonie de la vingtième édition, les lauréats ont salué le travail effectué par les comités de lecture. Ce sont ses membres, au sein de l'espace francophone, qui apportent leur appréciation et présélectionnent les œuvres parmi les ouvrages concourant au Prix des cinq continents, qui sont ensuite soumis au jury.

Pour le Congo, l'Association culture elongo (Culture pour tous) effectue ce travail en amont. Elle est présidée par Blaise Bilombo et composée de Bénédicte de Capèle, Omer Massoumou et Emilie Eyala. Son action est soutenue par Les Dépêches de Brazzaville, premier quotidien du Congo et ardent défenseur de la littérature francophone.

Marie Alfred Ngoma

## NÉCROLOGIE

Monsieur Marc Antoine Mozziconacci

15/01/1955 - 29/03/2022



Sa fille Flora, Ines, sa sœur Denise, ses neveux Damien, Matteu et Enola, sa petite nièce Lou-Anne ainsi que ses amis de Brazzaville, Kinshasa et Bujumbura, ont la tristesse de vous faire part du décès de Marc Antoine Mozziconacci, le 29 mars 2022 à Ajaccio (Corse du sud) à l'âge de 67 ans.



La famille Mbembe informe les parents, amis et connaissances du décès de Mme Honorine Loutaya (inspectrice des Impôts à la retraite) survenu le 20 mars 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient aux alentours de l'Imprimerie nationale à Bacongo.

L'inhumation a lieu le mardi 5 avril au village Mayitoukou à Goma Tsé-Tsé dans le département du Pool.

## ALLEMAGNE

## Vers la réduction de l'aide au développement

Alors que l'Allemagne augmente son budget de la défense face à la guerre en Ukraine, elle prévoit en même temps la réduction de son aide au développement.

Bonn prévoit de réduire de 12% son aide au développement. Le ministre allemand des Finances, Christian Lindner, a présenté son projet de budget qui prévoit des dépenses à hauteur de 457,6 milliards d'euros. Mais tous les ministres du gouvernement n'adhèrent pas à ce plan. Par exemple, le ministère de la Coopération économique et du Développement va réduire de 10,8 milliards d'euros, alors que celui de la Défense devrait passer à plus de 50 milliards d'euros. Une augmentation qui serait due à la guerre en Ukraine et à ses conséquences sur la nutrition mondiale, a expliqué la ministre du Développement, Svenja Schulze. Ce qui obligerait la première économie européenne à réduire sa contribution au Programme alimentaire mondial de 50 % à 28 millions d'euros. « Avant même que la guerre n'éclate, la pandémie de covid a touché les plus pauvres, alourdissant le fardeau sur leurs systèmes de santé et leurs économies. Et tout cela s'est ajouté à la crise climatique, qui frappe plus durement les pays

les plus pauvres du monde, avec des sécheresses, des tempêtes, des inondations et de mauvaises récoltes », a déclaré Svenja Schulze. Mais Bonn compte maintenir son engagement de consacrer 0,7 % de sa production économique, soit 23 milliards d'euros, à l'Aide publique au développement (APD). L'Allemagne, l'un des plus grands pays donateurs au monde, soutient des programmes économiques, environnementaux, sociaux et politiques dans les pays en développement, notamment la lutte contre la faim et la pauvreté, la protection du climat et de la biodiversité, la santé et l'éducation, l'égalité des sexes, des chaînes d'approvisionnement équitables et le transfert de tech-

nologie. Mais les libéraux démocrates (FDP), partenaires du gouvernement de coalition, ont une vision sceptique de l'aide au développement. Le FDP affirme que des économies substantielles sont possibles dans ce domaine - en mettant l'accent sur « la qualité plutôt que sur la quantité ». Le président du parti, le ministre des Finances, Christian Lindner, a présenté le projet de budget réduisant l'aide au développement de 1,6 milliard d'euros. « La voie à suivre ne peut pas être d'avoir de plus en plus de projets. Nous devons être plus efficaces. Tout doit être mis à l'épreuve, qu'il s'agisse de petites ou de grandes organisations, de projets bilatéraux ou multilatéraux », a plaidé

la députée FDP, Claudia Raffelhüschen.

De nombreux parlementaires ont critiqué l'augmentation prévue des dépenses militaires. Ils trouvent les coupes dans l'aide au développement particulièrement bouleversantes : « Des millions d'autres sont susceptibles d'être poussés à la faim par la guerre », a déclaré Andrej Hunko du Parti de gauche socialiste. Dans cette situation, a-t-il dit, « investir cent milliards d'euros dans un fonds spécial pour la Bundeswehr signifierait une définition complètement erronée des priorités ». Les membres du Parti écologiste vert l'ont confirmé. « La sécurité, après tout, ne signifie pas seulement la sécurité militaire. Nous

sommes responsables d'assurer un équilibre entre les dépenses de défense, la prévention des crises civiles et la coopération au développement fondée sur les droits de l'homme ».

Dans l'accord de coalition pour le nouveau gouvernement allemand, conclu par le SPD, les Verts et le FDP avant la formation du gouvernement en décembre, il y a l'engagement que l'aide au développement et les dépenses de défense devraient toutes deux augmenter au même rythme. « Si le budget régulier de la défense doit maintenant augmenter de 3,4 milliards d'euros et que le budget de la défense est en fait diminué de 1,6 milliard d'euros en même temps, c'est une violation de notre accord de coalition que les législateurs des trois partis ont du mal à comprendre », a déclaré la porte-parole de la politique de développement du SPD, Sanae Abdi. Un sentiment partagé par les organisations non gouvernementales allemandes. Le budget définitif sera présenté et voté fin juin.

Noël Ndong

**« La sécurité, après tout, ne signifie pas seulement la sécurité militaire. Nous sommes responsables d'assurer un équilibre entre les dépenses de défense, la prévention des crises civiles et la coopération au développement fondée sur les droits de l'homme »**

## APPEL A CANDIDATURE

1. Objet. Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Agriculture, Jeunes et Entreprenariat (PAJE), le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) lance un appel à candidature pour identifier et sélectionner des personnes de nationalité congolaise répondant aux profils exigés pour occuper les postes ci-après :

- 1 Coordonnateur de l'Unité de Gestion du projet
- 1 Responsable Suivi Évaluation
- 1 Responsable Administratif et Financier
- 1 Consultant en Passation des marchés
- 1 Comptable
- 1 Chef d'antenne
- 1 Spécialiste en Chaines de valeur Agricoles et assistant suivi évaluation

2. Brève description du projet. L'objectif du PAJE est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales et péri-urbaines pauvres dans les zones du projet. L'objectif de développement est de « Promouvoir l'inclusion socio-professionnelle des jeunes et des groupes vulnérables dans des activités rentables, créatrices de revenus et d'emplois décents et durables dans des chaînes de valeur agro-alimentaires ».

3. Le PAJE se veut un projet sensible à la jeunesse et au genre et vise à générer des opportunités d'entreprenariat et d'emploi à long terme, pour les

jeunes dans une situation de chômage et de pauvreté, en abordant les défis spécifiques au contexte de la jeunesse rurale et péri-urbaine. Il valorisera le développement de l'entreprenariat des jeunes dans les chaînes de valeur, par des modèles inclusifs d'agri business, pour améliorer l'employabilité des jeunes et les bénéfices économiques.

4. Le PAJE contribuera aussi à améliorer les revenus des ménages ruraux et péri-urbains pauvres, (femmes, jeunes, hommes et personnes en situation de handicap) impliqués dans la production, la transformation et la distribution des produits alimentaires. Ceci permettra de renforcer les chaînes de valeurs locales, réduire la pauvreté rurale et accroître les opportunités économiques dans le sud du Congo. Le projet encouragera et renforcera les relations entre les acteurs de la chaîne de valeur et les secteurs, en favorisant l'établissement de contrats équitables entre les acteurs, y compris les organisations de producteurs.

5. Le Projet interviendra dans les départements du Sud, appelés « grenier du Congo », où se trouve une forte concentration de populations rurales et de jeunes et, qui disposent de potentialités agricoles ainsi que de bonnes conditions agro-écologiques (environ 67% de la production totale de manioc et une grande production de fruits et de légumes). De manière plus spécifique, le projet interviendra

dans les départements du Pool, de la Bouenza, du Niari, du Kouilou, de la Lékoumou et du Plateau. Le projet interviendra aussi dans une partie du département de la Cuvette et la Cuvette Ouest, pour mieux capitaliser les acquis du PD-PAC, ciblant essentiellement la filière halieutique.

6. Lieux d'affectations. L'Unité de Coordination du Projet est basée à Brazzaville, lieu de recrutement et de prise de fonction du personnel du projet excepté le chef d'antenne et le spécialiste chaînes de valeur agricoles qui prendront service à Dolisie.

7. Profils des candidats. Les profils et autres attributions pour ces postes sont contenus dans les termes de références y relatifs et disponibles au niveau du site internet de l'Agence congolaise pour l'emploi (www.acpe.cg) et dans d'autres médias et sites dédiés.

8. Critères de sélection. Les Candidats seront recrutés sur la base de leurs qualifications académiques, de leurs expériences professionnelles pertinentes et de leurs capacités à réaliser la mission. Les étapes du recrutement sont les suivantes : (i) présélection des candidats sur la base des qualifications et critères établis ; (ii) participation à un test écrit, (iii) seuls les candidats retenus seront contactés sans préavis pour participer à une interview. Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

9. Composition du dossier. Chaque

candidat devra fournir :

- Un curriculum vitae (4 pages maximum en format PDF), et y indiquer trois personnes de références que le MAEP peut contacter.
- Une lettre de motivation (1 page maximum en format PDF) précisant (a) les formations et qualifications pertinentes pour le poste sollicité, (b) l'expérience pertinente, (c) la valeur ajoutée à apporter par le candidat face aux défis de la mise en œuvre du PAJE et (d) le délai de disponibilité du candidat ;
- Les copies certifiées des diplômes, les attestations de travail et autres certificats (à joindre au dossier de candidature).

NB : Avant l'entrée en fonction, le candidat fonctionnaire retenu, devra présenter une lettre de mise en disponibilité ou de libération par son administration de tutelle.

9. Dépôt de candidature. Les candidatures doivent être déposées au plus tard le 15 avril 2022 à 16h00 (heure de Brazzaville), à l'adresse email suivante : recrutementpaje.congo@gmail.com en précisant en objet le titre du poste et le nom du candidat.

10. Pour des raisons d'éclaircissement seulement, les candidats peuvent contacter le cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

## JUSTICE

# Les organisations de la société civile exigent la libération pure et simple de Théophile Matondo

Pour le collectif d'ONGDH conduit par la Fondation Bill-Clinton pour la paix, lorsque l'organe poursuivant qu'est le ministère public soutient l'innocence de l'accusé, les juges de la Cour de cassation, où cette affaire est pendante, n'ont plus de raison pour continuer à le garder en prison. Ce, surtout que son état de santé se dégrade chaque jour qui passe.

Après une visite, le 29 mars 2022, de son équipe à la prison centrale de Makala, le collectif d'ONG de défense des droits de l'homme, dirigé par Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) a dit constater la détérioration de l'état de santé de l'ancien directeur général du Bureau central de coordination (Bceco), Théophile Matondo, dont l'affaire devant la justice est suivie de près par cette ONG présidée par Emmanuel Adu Cole ainsi que d'autres organisations partenaires.

Dans un communiqué de presse publié à cet effet, le collectif d'ONGDH, qui n'a pas caché ses inquiétudes quant à cette situation, a, par ailleurs, relevé que le ministère public, dans son réquisitoire, a demandé l'acquittement de l'accusé Théophile Matondo Mbungu car, a-t-il noté, son dossier était vide. Ce regroupement dit, alors, attendre de la Cour de cassation devrait de déclarer simplement recevable et non fondées, les accusations portées contre l'ex-di-

recteur général du Bceco et de le libérer carrément.

Ces ONG disent également ne pas comprendre la léthargie de la Cour de cassation pour prononcer ce verdict, alors que le délai légal est largement dépassé. En plus, notant, par ailleurs, que lors de la dernière audience à la Cour de cassation, les avocats de la République n'aient démontré aucune preuve attestant que Théophile Matondo Mbungu avait détourné les deniers publics, la FBCP et les ONG partenaires disent craindre que la condamnation de l'ancien directeur général du Bceco ait un caractère politique. « *Et voilà, c'est depuis le 23 février 2022 que la Cour de cassation avait promis de prononcer le jugement. Après un mois passé, le verdict est toujours retardé. Raison pour laquelle, nous demandons son acquittement qui constitue sa libération totale* », ont déclaré ces organisations dans ce communiqué.

Lucien Dianzenza



Théophile Matondo, en tenue de prisonnier, et ses avocats, lors d'une audience à la Cour de cassation/DR

## CLÔTURE DU MOIS DE LA FEMME

## Marie-Olive Lembe Kabila communique avec les femmes albinos

La présidente de l'association Initiative plus, Marie-Olive Lembe Kabila, a communiqué, le 30 mars, avec les femmes albinos et autres personnes vivant avec handicap (PVH), au cours d'une cérémonie organisée à Gombe par la Fondation Mwimba Texas (FMT), en collaboration avec l'association Bana Saint-Jean, à l'occasion de la clôture du mois de mars dédié à la défense des droits de la femme.

La célébration s'est déroulée sur le thème de l'année : « Promouvoir l'autonomisation des femmes et de la jeune fille ainsi que l'égalité des sexes dans le contexte de lutte contre le changement climatique ». Elle a été l'occasion pour la marraine de la cérémonie de partager sa vision de l'autonomisation de la femme avec les femmes albinos et les personnes vivant avec handicap présentes dans la salle. Olive Lembe Kabila a saisi cette opportunité pour sensibiliser les femmes et jeunes filles albinos à leur autonomisation et de s'imprégner des réalités des femmes albinos réunies au sein de la FMT, en vue de trouver des solutions à certains de leurs problèmes quotidiens. Elle a promis de répondre toujours aux cris des albinos.

Très enthousiastes, les femmes albinos n'ont pas caché leur satisfaction de bénéficier de la chaleur maternelle de la part d'Olive Lembe Kabila. Dans leur mot de circonstance délivré par le vice-président de la FMT, Glody Mwimba, elles ont exprimé leur joie.

Pour matérialiser cette joie, la FMT



Olive Lembe Kabila et les albinos/DR

a offert à la présidente de l'association Initiative plus un livre sur cette fondation dans le cadre du projet Blanc-ébène, et un tableau avec son effigie. « *Merci, parce que cet amour que vous portez pour nous, nous rassure. Nous savons que nous ne sommes pas abandonnées. Votre présence en ce*

lieu témoigne de votre grandeur de cœur... », a dit Merveille Ntumba, dans son mot.

### Une sensibilisation à l'auto-prise en charge

La cérémonie a été ponctuée par plusieurs mots de sensibilisation des albinos dans leur façon d'être

et dans leur auto-prise en charge. A côté d'Olive Lembe Kabila, la vice-présidente du Conseil national de la jeunesse en charge du genre, Ghiannely Mavungu, a également été à l'honneur. Elle a profité de cette occasion pour marteler sur le comportement des filles albinos, leur égalité à d'autres catégories

de personnes, mais également sur leur comportement en vue de faire face au changement climatique. Les conseils sur les comportements à adopter face au changement climatique ont également été donnés par la représentante de l'association Saint Jean ainsi que par le Dr Dolores, un médecin partenaire de la FMT qui envisage de créer un centre médical spécialisé où les albinos bénéficieront des soins appropriés.

Au cours de cette activité, les participants ont également assisté au ballet proposé par les albinos membres de la FMT. En plus des messages de conscientisation et autres activités, la présidente de l'association Initiative plus a partagé un repas de cœur avec toutes les personnes présentes. Elle a également distribué des kits aux albinos contenant des crèmes solaires, de vaseline pure blanche, de savons, des ouates, des parasols et des pagnes, etc. Olive Lembe Kabila a également permis à chacun des participants à cette cérémonie de clôture du mois de la femme de rentrer à domicile sans trop de difficultés.

L.D.

## BUSINESS

## Jean-Claude Van Damme en séjour d'affaires à Kinshasa

Six mois après son entrevue avec le président de la République, Félix Tshisekedi, l'acteur de renom belge a posé ses valises dans la capitale congolaise le 30 mars, à la tête d'une délégation d'investisseurs miniers et des infrastructures.

Pas grand-chose n'a encore filtré sur les réels contours de la venue de Jean-Claude Van Damme en terre congolaise, sinon qu'il est tenu pour le « partenaire stratégique » de Paul Makela. Le CEO project manager et functional analyst de Bitec Consulting, société porteuse du projet « Fatshi City », a laissé entendre que le célèbre acteur, réalisateur, producteur de cinéma belge est à Kinshasa pour des affaires. Il a en vue de « finaliser l'accord de financement du groupe d'investisseurs des pays du golfe, Abu Dhabi, Émirats et d'une délégation canadienne ».

En ce qui concerne le projet « Fatshi City », l'on sait jusqu'ici qu'il porte sur la construction d'une ville futuriste et connectée. Selon les prévisions annoncées, cette nouvelle cité moderne devrait être érigée sur les sites de camps militaires, notamment le camp Kokolo.

Selon le média en ligne [alterance.cd](http://alterance.cd), Jean-Claude Van



Damme a pour mission de sensibiliser « les investisseurs à mobiliser les 7,3 milliards de dollars américains nécessaires pour la construction ». Et de préciser : « Il s'agit notamment des immeubles modernes dans les emplacements actuels des camps militaires Kokolo et autres, un bâtiment d'une centaine d'étages ; le prolongement du boulevard Triomphal jusqu'à Kintambo-Magasin ; une bibliothèque moderne, des bâtiments administratifs, des buildings pour les banques et un quartier pour entreprises internationales ».

Par ailleurs, outre la cité, toujours dans le cadre du projet susmentionné, il est prévu également, signale le média précité, « la construction d'une autoroute pour relier l'aéroport international de N'Djili au centre-ville avec trois points de péage pour les automobiles ».

Nioni Masela

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## Jean Marc Kabund annonce sa démission

Ayant adopté un profil bas depuis plusieurs jours, Jean-Marc Kabund, jusque-là premier vice-président de l'Assemblée nationale, est enfin sorti de son mutisme pour annoncer sa démission de son poste au bureau de l'institution parlementaire.

C'est sur son compte twitter que Jean Marc Kabund, cadre de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), a cru bon d'informer l'opinion de sa décision prise ce 31 mars. La lettre y afférente, a-t-il laissé entendre, avait été déposée au bureau du président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso N'kodia.

« Par la présente et pour des raisons de conviction politique, je vous fais part de ma décision de démissionner du poste de premier vice-président de l'Assemblée nationale. Il va de soi que, pour le reste du temps de la législature en cours, je vais me consacrer à mon mandat de député national. Veuillez recevoir la présente décision et agréer, honorable président, distingué collègue, l'expression de mes sentiments très patriotiques ». Tel est le contenu de la lettre que le concerné a adressé au président de la chambre basse sans toutefois préciser les raisons de sa démission.

Qu'à cela ne tienne. Ceci n'est que la suite logique d'un processus de démission entamé le 14 janvier dernier lorsque, par un post sur twitter, il avait annoncé sa démission sans que cela ne soit sanctionné par une lettre of-



Jean-Marc Kabund face à la presse

ficielle. « En ce jour je prends la décision de démissionner de mes fonctions de premier vice-président de l'Assemblée nationale. Ainsi s'ouvre une nouvelle page de l'histoire, qui sera écrite avec la sueur de notre front, qui coulera chaque jour qu'on affrontera les brimades, humiliations et tortures », écrivait Jean Marc Kabund, quelques heures après l'accrochage entre sa garde rapprochée à un élément de la Garde républicaine sur l'avenue Poids lourd, à Kinshasa.

Ce jour-là, on s'en souvient, les éléments de police commis à la sécurité du président intérimaire de l'UDPS avaient désarmé un

militaire de la Garde républicaine accusé d'obstruer le passage de leur cortège. En représailles, les militaires de la Garde républicaine avaient organisé, dans la nuit, une expédition punitive dans la résidence de Jean Marc Kabund située dans la commune de Limete. Ces incidents ont terni l'image de ce cadre de l'UDPS jetant un sérieux discrédit sur la chambre basse du Parlement. Désavoué par sa propre famille politique, Jean Marc Kabund n'avait donc plus d'alternative, si ce n'est de rendre le tablier et redescendre dans l'arène politique comme un simple député national.

Alain Diasso

## GOUVERNEMENT

## Le ministre de l'Economie déchu de ses fonctions

Le gouvernement Sama Lukonde compte désormais un membre de moins dans son effectif, en la personne du ministre de l'Economie nationale, Jean-Marie Kalumba Yuma, destitué le 30 mars par l'Assemblée nationale jouant son rôle d'organe suprême de contrôle de l'action de l'exécutif national.

La plénière consacrée à l'examen de la motion de défiance contre Jean-Marie Kalumba Yuma, initiée par une soixante de députés, a viré à sa déchéance car de graves soupçons de mal gouvernance pesaient sur lui. Parmi les griefs portés à sa charge, l'on note la flambée actuelle des prix des biens de première nécessité ayant réduit les Congolais à leur plus simple expression avec un pouvoir d'achat liquéfié et en constante amenuisement. A cela s'ajoute le sulfureux dossier relatif à l'exportation des tonnes de chinchards provenant de la Namibie. Là-dessus, les Congolais continuent d'attendre désespérément lesdits produits qui, à en croire le ministre, devraient impacter positivement sur les prix des vivres frais à Kinshasa et ailleurs sur le territoire national. Une attente longue qui fait croire à une arnaque étant entendu que sur le marché, les lignes n'ont jamais bougé d'un iota.

L'histoire retiendra que c'est pour la première fois, en cette troisième République finissant, qu'un ministre en fonction soit destitué de cette manière, sans aucun mot d'ordre ni achat de conscience des députés. Ces derniers ont voté en toute responsabilité, loin des clivages politiques. « Cela prouve que dans l'Union sacrée, il y a la démocratie. Nous ne sommes plus à la période où il y avait des mots d'ordre, où il y avait des autorités morales qui donnaient des mots d'ordre aux députés. Nous sommes une chambre indépendante. Cela prouve que le respect de séparation de pouvoir est effectif dans notre pays », a indiqué le député Crispin Mbindule, l'auteur de la motion ayant conduit à la déféstation du ministre de l'Economie. D'aucuns ne s'expliquent pas qu'un membre de l'Alliance des forces démocratiques du Congo et alliés, de surcroît membre de l'Union sacrée de la nation (USN), majoritaire au Parlement, puisse être destitué de cette façon, sans l'implication des instances dirigeantes de la plate-forme. « Être dans la majorité ne signifie pas qu'on est au-dessus de la loi, qu'on peut faire n'importe quoi. Chacun doit maîtriser son secteur. Au cas contraire, la sanction ne tardera pas », entend-on dire à l'hémicycle où ce dernier développement tient d'une interpellation à l'endroit des membres restants du gouvernement affiliés à l'USN. Ces derniers sont appelés à être performants en étant en phase avec les aspirations au bien-être de la population congolaise.

Précisons qu'au terme du vote de la motion de défiance, deux cent soixante-dix-sept députés nationaux ont voté pour, soixante-dix-neuf ont voté contre et douze se sont abstenus. Ce vote a été organisé au cours de la séance plénière dirigée par le président de la chambre basse du Parlement, Christophe Mboso N'kodia.

A.D.

## INTERVIEW

# Bel'ange Hangidi : « Je suis dans la peau d'une fille qui fait la loi parmi plusieurs gars »

Rencontrée à la clôture du Festival Connexion Kin, seule présence féminine sur les sept interprètes de la pièce Dans la peau de l'autre de la Compagnie de danse Pepenas, elle ne se laisse pas faire. Sans complexe dans cet univers viril des enfants de rue où les rapports sont musclés, elle s'affirme, mieux s'impose, en exécutant comme eux la danse du serpent. Pour arriver à incarner ce rôle, il lui a fallu une immersion incognito dans le milieu parmi les fortes têtes de Kintambo, la danseuse professionnelle évoque cet épisode de « recherche » dans cet entretien exclusif accordé au Courrier de Kinshasa.

**Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Qui êtes-vous et que faites-vous ?**

**Bel'ange Hangidi (B.H.) :** Je suis Bel'Ange Hangidi, une artiste qui évolue à Kinshasa. Je fais de la danse et de la chorégraphie.

**L.C.K. : Quel style de danse pratiquez-vous ?**

**B.H. :** Je suis une danseuse professionnelle depuis cinq ans. La danse urbaine est mon style de prédilection mais je pratique aussi la danse contemporaine.

**L.C.K. : Appartenez-vous à une compagnie de danse ?**

**B.H. :** Non ! J'ai mon propre groupe dénommé Bel'artblack.

**L.C.K. : Mais à quel titre jouez-vous dans la pièce Dans la peau de l'autre de la Compagnie Pepenas de Pepe Elmas Naswa ?**

**B.H. :** Je collabore avec la Compagnie Pepenas. C'est le premier projet dans lequel j'ai travaillé dans la Compagnie Pepenas mais il y en a un autre en cours de création qui a toujours trait avec les réalités de Kinshasa, Kin mopepe.

**L.C.K. : Dans la peau de l'autre, vous êtes la seule danseuse entre six danseurs, est-ce facile de travailler ainsi entourée. Comment avez-vous intégré ce projet ?**



**B.H. :** C'est un peu compliqué mais je sais m'y faire. Je suis seule parce que je joue le rôle d'une fille qui fait partie d'un gang de

danse de la rue. Comment ça se passe dans le milieu des enfants de la rue, les Shégués. La manière dont se comportent les filles face

aux garçons dans cet univers, comment elles arrivent à s'imposer même si ils sont nombreux. Quoique toute seule dans ce milieu, la fille que j'incarne arrive à s'imposer. Je suis dans la peau d'une fille qui fait la loi parmi plusieurs gars.

**L.C.K. : Comment avez-vous fait pour arriver à incarner ce rôle, s'ériger comme une forte tête dans ce gang masculin ?**

**B.H. :** J'ai pris le temps d'observer comment se comportent les filles de rue dans leur milieu. J'ai fait un mois d'immersion à Kintambo, aux alentours du rail, il y a beaucoup de filles assez bagarreuses dans ce coin-là. Pendant tout ce temps, je les suivais dans la rue, les marchés pour apprendre à faire comme elles, savoir comment elles s'y prennent pour forger leur caractère. J'ai découvert des « écuries » où les filles font la loi et entretiennent la rage entre gangs. Elles n'ont crainte de rien. J'ai passé du temps à observer leurs attitudes. Je me suis donnée un temps de recherche, j'étais en pleine observation afin de pouvoir entrer dans le bain. C'est ainsi qu'au bout de ce mois, j'ai commencé à pratiquer ce que j'avais vu, à reproduire ce que j'avais observé dans le comportement des filles de la rue.

**L.C.K. : Cela explique pour-**

**quoi vous êtes dans une espèce de provocation...**

**B.H. :** Oui, dans la plupart de mes scènes je joue à celle qui s'impose. Je montre comment ces filles font en sorte d'imposer leur point de vue.

**L.C.K. : Existe-t-il à proprement parler des meneuses, des leaders de gangs féminins ?**

**B.H. :** Oui, il existe des filles leaders. Comme on le voit à travers « la danse du serpent » Dans la peau de l'autre. Les serpents sont en fait des filles qui sèment le trouble partout où elles débarquent. Elles inoculent leur venin à la manière des serpents car elles sont pleines de rage et sifflent tsss-tsss. Leur passage est toujours suivi de bagarres, ou encore les gars les suivent et cela crée du désordre.

**L.C.K. : Comment êtes-vous parvenue à vous intégrer dans ce milieu sans vous faire repérer ?**

**B.H. :** En arrivant sur les lieux dans le but d'y faire mes recherches, j'avais déjà conditionné mon esprit et j'étais devenue moi-même « phaseur » comme elles. Elles ont essayé de m'intimider au début mais j'agissais comme une des leurs de sorte qu'elles n'ont pas découvert que j'étais réellement.

*Propos recueillis par Nioni Masela*

## TIRAGE AU SORT DE LA COUPE DU MONDE 2022

# Du lourd attend les sélections africaines

Les cinq représentants africains hériteront des groupes relevés lors du tirage au sort de la Coupe du monde prévu ce 1<sup>er</sup> avril à Doha, au Qatar, comme en témoignent les compositions des chapeaux.

Les chapeaux ont été déterminés par rapport au classement FIFA publié suite aux derniers matches disputés. Le Sénégal, le Maroc et la Tunisie ont eu la chance de se trouver dans le chapeau 3 tandis que le Cameroun et le Ghana composent le dernier chapeau. Les sélections africaines vont tomber sur du lourd. Elles tomberont soit sur le Qatar placé tête de série en rapport avec son statut de pays organisateur, la Belgique, le Brésil, la France, l'Argentine, l'Angleterre, l'Espagne, sans oublier le Danemark, Pays-Bas, Allemagne, le Mexique, les Etats-Unis, la Suisse, la Croatie et l'Uruguay qui composent le chapeau 2.

Outre le Sénégal, le Maroc et la Tunisie, le chapeau 3 comprend l'Iran, le Japon, la Serbie, la Pologne, la Corée du sud. Le Cameroun et le Ghana partagent le même chapeau 4 avec le Canada, l'Equateur, l'Arabie saoudite, le barragiste d'Europe (Pays de Galles-Ecosse ou Ukraine), vainqueur (Pérou-Emirats arabes unis ou Australie) et vainqueur (Costa Rica-Nouvelle Zélande).

**Le choix des techniciens locaux une nouvelle tendance en Afrique**

Retenons que quatre des cinq sélections africaines qualifiées ont réussi cet exploit de se qualifier pour la phase finale

de la Coupe du monde en faisant confiance aux sélectionneurs locaux. C'est une prise de conscience des propres potentiels. La tendance avait commencé à prendre de l'ampleur lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations au Cameroun. Sur vingt-quatre sélections qualifiées, quinze avaient à leur tête un sélectionneur local. Aujourd'hui, les locaux qui étaient jadis l'ombre des techniciens expatriés, ont marqué des points. Les dirigeants peuvent désormais avoir confiance en eux.

Aliou Cissé du Sénégal est même l'exemple de la longévité. Il est en poste depuis le 4 mars 2015 en remplacement du

Français Alain Giresse. Après avoir donné au Sénégal le titre de champion d'Afrique, il a qualifié le Sénégal pour la deuxième fois d'affilée à la phase finale de la Coupe du monde après 2018, lui qui l'a jouée en tant que joueur en 2002.

Une autre légende du football africain Rigobert Song l'a aussi fait. Celui qui détient le record de sélection (137) a été nommé sélectionneur le 28 février en remplacement du Portugais Toni Conceição. Il a réalisé cet exploit seulement à un mois après sa nomination à la tête des Lions Indomptables. L'ancien capitaine des Lions Indomptables avait mis un terme à sa carrière internatio-

nale après avoir disputé quatre phases finales de la Coupe du monde, notamment 1994, 1998, 2002 et 2010.

En tant que sélectionneur par intérim, Otto Addo conduit les Blacks stars du Ghana à la phase finale de la Coupe du monde en écartant le Nigeria. Comme joueur, il avait participé à la première phase finale de la Coupe du monde disputée par le Ghana en 2006. Enfin en poste depuis 2022, Jalel Kadri a qualifié la Tunisie à la phase finale de la Coupe du monde au Qatar. Seul le Maroc s'est appuyé sur un sélectionneur expatrié, Vahid Halilhodzic, pour assurer sa qualification.

*James Golden Eloué*

## INTERVIEW

## Nicole Mballa-Mikolo : «Je cherche la beauté sous des laideurs»

Auteure d'un roman et de deux œuvres poétiques, Nicole Mballa-Mikolo dévore les livres, savoure l'écriture, toujours prête à d'autres aventures, d'autres textes. Elle prépare actuellement son troisième recueil de poèmes et un roman. Insatiable curieuse, elle a des désirs de savoir, de comprendre et brasse le monde, interroge le temps, la vieillesse, affronte la bêtise, chante la joie, clame la réconciliation. Elle puise sa foi chez « les gens ». Les raconter, les écrire, c'est pour elle leur donner l'éternité. Dans cet entretien, celle qui aime répéter « Je cherche la beauté sous les laideurs » parle de sa muse, de ses œuvres littéraires et partage sa réflexion sur le mois de mars dédié à la femme.

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B) :** «Dis-moi que tu ne me battras plus/Dis-moi que tu n'éteindras plus mes soleils...» D'emblée, vous plongez le lecteur dans la violence en citant ce passage de votre récent ouvrage « L'étoile est ma demeure ».

**Nicole Mballa Mikolo (N.M.M)**

: Ce n'est pas moi qui le veux, c'est la vie. La violence est partout, avec toutes les guerres, dans les maisons. Lutter contre elle est un combat de chaque instant qui nous concerne tous pour ne rien laisser passer. Les violences constituent la manifestation la plus aiguë de l'inégalité homme-femme. La déclaration des Nations unies les lie explicitement à la domination des hommes et à la subordination des femmes. Mais à l'opposé de la haine, de la violence, il y a toujours eu l'amour, la beauté, l'art, la poésie.

**L.D.B :** Est-ce à dire qu'en luttant contre la violence tel que vous le faites dans vos œuvres, l'on peut mettre fin à cette gangrène ?

**N.M.M. :** Non, la poésie n'a jamais éliminé la violence. Elle n'est pas la solution. C'est juste une éclaircie extraordinaire. L'art est gratuit. On ne sait pas où mène le poème quand on commence à l'écrire ni ce qu'il apportera. J'essaie d'être lucide, de percer sous le drame la magnifique humanité des gens. La nature humaine est faite d'ombres et de lumières : je préfère parier sur ces dernières. Au contact de la

beauté, l'homme peut transcender la pulsion funeste qui l'habite. On a vu des gens complètement transformés après lecture. La poésie peut pousser à la révolte, mais le plus souvent elle est amour et espérance. Elle élève le cœur et calme la souffrance, comme un esprit des cieux sur la terre exilée.

**L.D.B :** D'où vient votre inspiration et peut-on connaître les différents thèmes que vous abordez dans vos œuvres ?

**N.M.M. :** Plutôt que le mot « inspiration », je préfère parler de ce qui m'émeut, me fait réfléchir, me pousse à écrire, chercher les mots pour le dire. Mon premier travail est de prendre des notes. Ce qui fait que je vais réagir, avoir le désir d'écrire, c'est le regard que je pose autour de moi. Je suis comme un guetteur de la vie autour de moi. Effectivement, je m'intéresse à la vie des gens, donc à l'actualité dans ce qu'elle est importante pour les relations entre les personnes. La vie quotidienne, la condition des femmes, la vie tout simplement. Je regarde. J'observe. Je rencontre.

**L.D.B :** Le Parlement congolais a approuvé, les 1er et 2 mars à l'unanimité, le projet de loi portant lutte contre les violences faites aux femmes. En tant que femme, que peut-on attendre de l'adoption de ce texte qui marque une certaine avancée dans la sempiternelle question de lutte contre les violences faites sur les femmes et les filles ?

**N.M.M. :** Il y avait un vide qui est aujourd'hui comblé. La «loi Emilienne-Mouebara» est une loi importante qui donne à la République du Congo les instruments nécessaires pour lutter contre toutes formes de violences faites aux femmes, dont celles liées aux droits des veuves. Cette loi dite «Maman Emilienne-Mouebara», adoptée le 2 mars dernier, est un instrument juridique important qui mérite notre attention et les applaudissements de tous.

**L.D.B :** Quel sens donnez-vous au mois de mars dédié à la femme ?

**N.M.M. :** Le mois de mars est une période importante pour les femmes de tous les âges et de tous les continents. En effet, c'est durant ce mois qu'a lieu la Journée internationale des droits des femmes, la fête des grands-mères et la Journée internationale de poésie. Autant dire que ces trois jours doivent être l'occasion de penser à toutes celles qui nous entourent mais aussi aux femmes, aux grands-mères et aux poètes du monde entier. Pourquoi ce mois est-il si important ? Parce que nous savons tous qu'il y a encore beaucoup d'inégalités entre les hommes et les femmes.

Cette journée est l'occasion d'évoquer les acquis des femmes, de prendre la mesure des défis qui restent à affronter et de rappeler que l'amélioration des droits des femmes, leur participation à la vie politique et économique et l'égalité entre les sexes est un combat de tous les instants qui nécessite

la mobilisation et la contribution de toutes et tous. C'est le jour où les femmes déposent leurs graines, leurs intentions, leurs visions et leur engagement pour des lendemains meilleurs. C'est une journée d'évaluation et de fixation d'objectifs pour l'action. Le jour où l'on soulève des voiles et pointe du doigt des incompréhensions. C'est une journée d'actions, de sensibilisation et de mobilisation dédiée à la lutte pour l'égalité et la justice. C'est aussi l'occasion de mettre en lumière les initiatives porteuses qui placent les femmes au cœur de la création, ainsi que leur participation à la vie sociale, politique et économique. Beaucoup a été fait. Beaucoup reste à faire.

**L.D.B :** Quel message adressez-vous à la femme pour conclure cet entretien ?

**N.M.M. :** Femme de terre, femme-eau, femme du désert, femme-source, femme-cœur, femme-fleur, femme créatrice, messagère de paix, vivante, je te souhaite une bonne fête et beaucoup de réussite dans tous les domaines ! Le 8 mars, c'est toute l'année mes sœurs... Et c'est partout ! Ce n'est pas une Journée pour en parler et les 364 autres pour oublier d'agir... Mais c'est bien toute l'année qu'il faut travailler concrètement et dans tous les espaces pertinents pour l'action. Ce n'est ni un sujet réservé aux pays riches et dotés de régimes politiques démocratiques ni un problème de second ordre dans les pays où les femmes n'ont vraiment aucun droit. Pour



relever le grand défi de l'effectivité des droits et de l'égalité réelle, la solidarité entre les hommes et les femmes est nécessaire. Nous les femmes, sommes des créatrices et faiseuses de vie, des porteuses de graines. Nous devons être fortes à toute épreuve. Avec le monde qui va mal, nous devons réveiller toutes les forces en nous, pour ramener le monde à l'harmonie. Dans nos actions, n'excluons pas les hommes. Quand nous mettons nos forces communes en mouvement, de beaux changements surviennent. Pour cela, nous devons nous organiser en associations. Il faut créer des organisations féministes puissantes dans les quartiers, les lieux de travail, en zones rurales. Il faut que les femmes se battent pour obtenir leurs droits. C'est à nous de créer les conditions nécessaires pour l'amélioration de notre futur. Femmes, prenons soin de notre humanité, créons de la beauté, la vérité et l'excellence. Si nous essayons, essayons jusqu'au bout, jusqu'à l'atteinte de la perfection.

Propos recueillis  
par Hervé Brice Mampouya

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepêchesdebrazzaville.fr  
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou  
Brazzaville - République du Congo  
regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr



## IN MEMORIAM

31 Mars 1993 - 31 Mars 2022



Voilà 29 ans jour pour jour que le bon Dieu avait décidé de rappeler à lui notre mère, tante, grand-mère, sœur, amie et épouse Henriette Tsimi.

Femme, nous ne cesserions de t'aimer car tu es et resteras la meilleure maman du monde.

En ce jour inoubliable, tes enfants et petits-enfants Moubélé prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour cette grande femme.

Que le Seigneur dans toute sa miséricorde lui accorde le repos éternel et nous console à jamais.

Maman tes enfants t'aiment même s'ils n'ont jamais eu le temps de te le dire.

**SOLUTION :**  
Le mot-mystère est : *galaxie*

L	P	A	B	C	P									
C	A	L	L	I	G	R	A	P	H	I	E			
M	O	I	O	U	R	L	E	N	T					
S	I	G	N	E	R	B	A	F	F	E				
N	I	T	R	A	T	E	S	L	U					
R	E	C	H	E	A	R	T	H	U	R				
N	I	E	C	E	S	R	E	A						
E	T	E	T	B	D	O	C	T	E					
L	E	U	R	R	E	N	T	V						
L	E	O	S	E	S	N	O	T	E					
B	A	L	C	A	R	E	M	E						
V	A	R	E	C	H	A	E	R	G					
H	E	R	E	G	I	S	T	R	E					
M	I	N	O	U	A	D	O	R	E	R				
S	E	N	T	E	Z	L	E	S	E					

FLÉCHÉS 12x15 SOLUTION • N°2114 • © FORTISSIMOTS 2021

**MOTS CASÉS 10X13 • N°326**

L	A	M	P	E		K	A	K	I			
U	S	I	O	N	S		G	I	N			
G		S	K	I		L	A	R	D			
E	S		E	G	O	U	T		E			
	T	E	R	M	E		E	U	X			
S	A	C		E	U	S	S					
C	R	U	E		V	O	L	E	T			
I		S	C	O	R	I	E		A			
N	A		R	U	E		S	E	C			
D	E	B	U	T		S	E	U	L			
E	R	E		R	U	T		M	E			
	E	T	R	E		E	T	E				
C	R	E	E		S	M	A	S	H			

• SOLUTION DE LA GRILLE N°578 •

9	4	6	5	2	7	8	3	1
8	2	5	1	9	3	6	4	7
3	7	1	6	4	8	5	2	9
7	9	8	4	3	2	1	6	5
6	5	4	8	7	1	3	9	2
1	3	2	9	5	6	4	7	8
2	8	7	3	1	4	9	5	6
4	1	9	2	6	5	7	8	3
5	6	3	7	8	9	2	1	4

• SOLUTION DE LA GRILLE N°568 •

8	6	7	2	3	9	1	5	4
1	2	9	4	7	5	3	6	8
3	5	4	8	6	1	2	9	7
6	1	3	9	4	2	8	7	5
4	9	8	3	5	7	6	1	2
2	7	5	6	1	8	4	3	9
9	3	1	5	8	4	7	2	6
5	8	6	7	2	3	9	4	1
7	4	2	1	9	6	5	8	3

**MOTS CASÉS 10X13 • N°327**


- 2 LETTRES**  
AN - BA - DE - DO - EN - ET - OR - OU - SA - SE - TA - UN
- 3 LETTRES**  
AIR - ANE - CIL - CRS - DRU - EAU - EST - HOP - ORS - PEU - RAT - ROI - SUR - THE - TIR
- 4 LETTRES**  
IDEE - IODE - ISSU - OCRE - ONDE - PERE - PORE - REVE - RIDE - RIEN - ROUX - RUER - RUSE - VAUX - VIES
- 5 LETTRES**  
BACLE - BIERE - EBENE - EVEIL - OUEST - SAULE - SOUDE - SOURD - TAUPE
- 6 LETTRES**  
DRESSE - GEANTE - SAIGNE - TRAIRE

OUVRIR UNE BOITE ILS FOUILLENT LE PASSE	STERILISER CONFINERA	OBSESSANT ADVERBE	CAPABLE COLLE AU MUR	SA VIE NE TIEND GUER UN PL FROID DE CANARD	VEILLES HABITUDES CANAL MARIN
ACCES DE DOULEUR IDEAL POUR LA GLISSE					ENCORE JEUNES
		RENDU PUBLIC	CONVIENT		
CANNE-BERGE OCCUPE L'ESPRIT				GRAND BLEU INACTION	
VAGABONDA ETENDUE SUR LE SOL		MINCE VAGUE SUJET	FLEUVE ITALIEN MANGANESE		POSSIBLE MAIS PAS CERTAIN
	PETIT BARIL BABA COOL				
CAVES A VINS	EAU DE COLOGNE AROMATES		MOMENT DE DETENTE PAYS D'EUROPE		
		MANCHE SUR LE COURT PROVERBE		PREPO-SITION GONFLA	
TROIS POINTS AU RUGBY	ENVELOPPE DEPARTE-MENT 61		VICTOIRE D'EMPIRE PARENT		
		EXPRESSION NEGATIVE ALCOOL			
UNITE MILITAIRE DEBLAYER				PRECEDE A MESURE	
				GENERAL SUDISTE	
PRONOM REFLECHI	NEGATION		TABLES DE MARCHÉ		

FLÉCHÉS 12x15 • N°2115 • © FORTISSIMOTS 2021

T	U	O	B	A	R	A	M	M	E	T	E	O	E	G
T	O	R	E	R	O	T	V	E	N	D	E	U	R	E
C	A	M	P	E	R	X	G	S	O	U	P	L	E	R
A	T	C	E	J	B	A	U	X	T	R	T	E	I	A
R	O	L	V	T	D	S	E	E	O	E	U	F	L	N
A	B	A	I	N	P	P	R	U	H	G	M	L	I	I
B	A	S	O	A	C	O	G	Y	A	C	A	O	P	U
I	S	S	L	T	T	I	B	L	C	L	O	G	I	M
N	M	O	O	S	R	R	B	V	S	U	L	R	A	N
E	G	M	N	I	I	E	O	M	R	U	D	I	B	S
P	A	C	I	D	N	A	H	P	A	E	R	A	V	L
E	L	F	E	N	R	U	O	M	A	L	G	I	C	A
B	O	U	C	L	E	P	U	O	R	T	A	R	V	V
A	V	I	R	I	L	N	N	M	E	N	T	H	E	E
C	O	U	P	E	R	E	T	L	U	S	N	I	T	B

- ABJECT /ALAMBIC /BERGER/ BLAGUE
- BOUCLE /BROCHE/ CADUC /CAMPER
- CARABINE/ COUPERET/ DISTANT
- EXODE/ GERANIUM/ GLAMOUR

- GOLFE/ HANDICAP /HYBRIDE/
- IMMINENT /INSULTE /LAPSUS/ LASSO
- MARABOUT /MENTHE/ METEO /NEFLE
- PILIER /POIREAU /PORTAIL

- ROUGIR /SABOT/ SLAVE /SONDAGE
- SOUPLE/ TEMOIN /TORERO /TROUPE
- VENDEUR /VILLA /VIOLON /VIRIL/
- VIRUS

MOTS MÊLÉS • © FORTISSIMOTS 2021

• SUDOKU • GRILLE N°579 • DIFFICILE •

1		4		5			9	
8	9	1		2	6	5		
8		9		4			2	
		6	7		8	4		
9		2		3			6	
4	7	8		1	9	6		
9		5		6		3		

• SUDOKU • GRILLE N°569 • FACILE •

5	7		9	4				
		8	6	7				2
9					8	5	7	
6		1			3		5	
	4		5		6		3	
	9		2			4		1
	6	9	8					5
1				5	2	3		
				6	9		4	7

## GRANDE COMMISSION MIXTE CONGO-RUSSIE

La 6<sup>e</sup> session se tiendra en septembre prochain

Le Congo et la Russie envisagent d'organiser une grande commission mixte de coopération en septembre prochain. C'est ce qu'a indiqué le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso, après une réunion de travail par visioconférence avec son homologue russe, Pavel Sorokin, le 30 mars dernier.

Les deux personnalités ont évoqué le projet de construction de l'oléoduc Pointe-Noire-Loutété-Maloukou, qui sera piloté par l'entreprise russe Prometey. Cette dernière a déjà soumis aux autorités congolaises un plan de financement et un plan de réalisation dudit projet. « La partie russe a tenu à nous réaffirmer

son appui dans la réalisation de ce projet phare ; il tient donc à la partie congolaise d'œuvrer au niveau de toutes ses struc-

tures pour que ce projet emblématique puisse se réaliser », a souligné le ministre congolais.

Les deux pays se sont éga-

lement résolus d'intensifier leur coopération déjà au beau fixe dans divers secteurs tels que l'éducation, l'économie, la science,

l'agriculture, la santé. Un point des accords multisectoriels précédemment signés entre les deux pays a également été fait par les deux hommes. Le Congo et la Russie entendent aussi explorer de nouvelles pistes de collaboration, lors de cette 6<sup>e</sup> session, en cours de préparation.

Durly Emilia Gankama

**« La partie russe a tenu à nous réaffirmer son appui dans la réalisation de ce projet phare ; il tient donc à la partie congolaise d'œuvrer au niveau de toutes ses structures pour que ce projet emblématique puisse se réaliser »**

## DOCUMENTAIRE

## « Femmes et science en Afrique : une révolution silencieuse » projeté à Brazzaville

Dans le cadre de la clôture des activités du mois dédié à la lutte pour les droits de femme, la Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM) a organisé, le 30 mars à l'Institut français du Congo (IFC), la projection du documentaire « Femmes et Sciences en Afrique, Une Révolution Silencieuse ».



Des panélistes durant les échanges/DR

C'est en présence de Kate Thompson-Gorry, Michel Welterlin et de la Professeure Francine Ntouni, respectivement réalisatrice, producteur et l'une des héroïnes du film, que s'est faite la projection du documentaire « Femmes et science en Afrique : une révolution silencieuse ». Cette cérémonie s'inscrit dans la vision du programme « Femmes & Sciences » de la Fondation Congolaise pour la Recherche Médicale dont les actions incluent des campagnes de sensibilisation en milieu scolaire, l'encouragement des femmes engagées dans les sciences par l'attribution du prix d'encouragement scientifique et des bourses aux étudiantes.

« Femmes et science en Afrique : une révolution silencieuse » est un documentaire inédit au cœur d'une communauté bouillonnante de femmes du continent, réservoir unique de talents pour la science et l'innovation. Des femmes qui par leur dynamisme, leur travail acharné et leur implication pour l'égalité des droits, ont réussi à briser les stéréotypes dans le milieu de la recherche, tout en participant aujourd'hui au développement de l'Afrique.

Professeure Tebello Nyokong (Chimiste) de l'Afrique du Sud, Professeure Francine Ntouni (Biologiste moléculaire) de la République du Congo et enfin, Zara Randriamanakoto (Astrophysicienne) de Madagascar, sont les trois protagonistes du film. En 51 min,

l'œuvre leur met en lumière et apporte des réponses aux questions ayant un lien direct avec leurs parcours et leurs exploits : Qui sont ces femmes ? Quels obstacles ont-elles dû surmonter pour arriver au sommet de leur art ? Quel impact ont-elles sur leur communauté ? Sauront-elles trouver des solutions concrètes aux défis majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle ? Et si le Einstein de demain était une femme africaine ? La projection du film s'est suivie d'une causerie débat avec l'assistance composée entre autres des cadres ministériels, scientifiques enseignants et chercheurs, étudiants, élèves, communicants, cinéastes, etc. « Mon métier de réalisatrice est avant tout de raconter des histoires qui peuvent porter, inspirer et faire découvrir des choses et des personnes qu'on ne connaît pas forcément. En étudiant le sujet de la science, j'ai découvert ces trois femmes exceptionnelles que je ne connaissais pas. Et d'ailleurs, le titre révolution silencieuse, c'est parce qu'il y a des femmes scientifiques en Afrique, mais peu d'entre elles sont connues. A travers ce film, j'ai voulu donner une voix à ces femmes et faire connaître cette révolution », a fait savoir Kate Thompson-Gorry, réalisatrice du documentaire sorti en 2019.

A ce propos, la professeure Francine Ntouni, engagée dans la lutte contre le paludisme et présidente de la FCRM, a remercié toute l'équipe de production du film d'avoir bien

voulu mettre sous les projecteurs les efforts des femmes africaines afin de porter haut cette science qui est importante pour l'avenir du continent. Aux jeunes filles intéressées par les métiers scientifiques, elle leur a exhorté de se projeter à grande échelle en vue d'aller le plus loin possible. Ce, en s'appuyant sur la formation comme participation à la construction de ce rêve. « La femme ne doit pas limiter ses ambitions. Ce film est un outil formidable de plaidoyer, d'éducation et d'encouragement pour les filles et les femmes de science en Afrique », a-t-elle indiqué.

De ce temps de partage, Channie Rhonda Kono, étudiante en troisième année de Biologie à l'Université Marien-Ngouabi, s'est dite satisfaite qu'aujourd'hui la société comprend de plus en plus que la femme est indispensable et qu'elle a beaucoup apporté dans le développement. « C'est juste magnifique de voir toutes ces femmes scientifiques rayonnées. Elles qui n'ont pas abandonné et qui pour nous jeunes, sont de véritables modèles et sources d'inspiration », a-t-elle confié.

Notons que « Femmes et science en Afrique : une révolution silencieuse » a été produit par Michel Welterlin et la compagnie Taxi-Brousse, avec le soutien de Canal + international et de la fondation L'Oréal.

Merveille Atipo

## DISPARITION

## Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou inhumé à Bilala

Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, ancien ministre et député de la 2<sup>e</sup> circonscription de Mvouti, dans le département du Kouilou, a été conduit, le 31 mars, à sa dernière demeure à Bilala dans le district de Mvouti, en présence du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, des membres du gouvernement, du Parlement et des responsables politiques et administratifs du pays.

C'est dans la grande consternation que la population de Pointe-Noire et du Kouilou a rendu un dernier hommage à Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, décédé le 14 mars à Paris. A l'aéroport Antonio-Agostinho-Neto, à son domicile à Tchimbamba dans le 1<sup>er</sup> arrondissement Emery-Patrice-Lumumba, à la case Marien-Ngouabi, siège du Parti congolais du travail (PCT), sa formation politique, la foule était inconsolable. Le chagrin et la douleur étaient trop fortes et personne n'ose croire que Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou s'en est allé. Le travailleur infatigable, le militant loyal, le citoyen jovial, dévoué et altruiste n'est plus. Son décès est une grande perte pour la famille, les amis et le pays: « La Nation entière est inconsolable car elle vient de perdre un grand commis de l'Etat. Le PCT ne peut retenir ses chaudes larmes devant le corps sans vie de l'un de ses dirigeants émérites. La perte irréparable du ministre et camarade Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou est une calamité qui laisse sans voix les filles et fils du Kouilou et de son terroir bien aimé du Mayombe », a dit Frédéric Pambou, membre du PCT Kouilou lors de l'oraison funèbre.

Après le recueillement à son domicile au quartier Tchimbamba, le cortège funèbre s'est dirigé au village Bilala dans le district de Mvouti pour les derniers adieux. Né le 12 novembre 1959 à Dolisie, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, juriste maritime, est diplômé de l'Ecole d'administration des affaires maritimes de Bordeaux en France. Ancien directeur général de la marine marchande congolaise et ancien président des experts de l'Organisation maritime de l'Afrique de l'ouest et du centre, du MOU d'Aboujdj et du Conseil d'administration de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer d'Abidjan. Il a été grand officier de l'Ordre du mérite congolais, officier de l'Ordre national ivoirien et commandeur de l'Ordre de mérite maritime français et président de l'Association congolaise du droit maritime. Plusieurs fois ministre, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou a été nommé récemment commissaire secrétaire permanent de l'Action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales.

Hervé Brice Mampouya